

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1982)
Heft: 647

Artikel: Socialismes : programme sans voix unique
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013157>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le banc

Il s'assit sur un banc, dans le parc. Il se sentit brusquement très jeune et très heureux, comme bercé dans des bras blancs et frais. Il s'enfonça à reculons dans un pays vert, l'horizon filait à gauche et à droite. Il eut un peu peur de la vitesse, et craignit qu'à la longue il n'attrape le mal de mer. Il s'aperçut alors avec étonnement que le banc était toujours là, qu'il était en fait entré dedans, et que le monde vert où il se sentait si bien se trouvait à l'intérieur. Chose étrange! Personne ne s'en était douté, même pas lui qui s'asseyait si souvent là, dans ce parc.

Maintenant, le paysage ralentissait, et une légère angoisse lui serrait la gorge, humectait le creux de ses genoux. Il aurait voulu retrouver les bras blancs, mais il devait faire autre chose: se lever, marcher dans le paysage. Il pensa qu'il n'y arrive-

rait jamais. Avec effort, il fit un pas, puis un autre. Le paysage ne bougeait plus, même quand il marchait. Autour de lui, dans le parc, sur une multitude de bancs verts, des hommes assis, des hommes très vieux, semblaient dormir. Aller vers l'un d'eux, lui poser la main sur l'épaule, lui souffler le secret du pays vert. Mais il ne bougeait pas, et les hommes non plus. Absorbés dans la contemplation de quelque chose d'invisible, ils dormaient.

Sur son visage coulèrent des larmes d'impuissance: posséder un tel secret, et ne pas pouvoir le communiquer! Les mêmes larmes d'ailleurs coulaient sur le visage des vieux hommes assis. Ils souffraient comme lui d'une peine étrange. La lumière baissa soudain, les bancs disparurent. Il n'en resta plus qu'un sur lequel un vieil homme était assis, les larmes inondant encore ses joues.

— Maman, dit l'enfant, pourquoi il pleure, le monsieur?

— Quel monsieur? dit la mère: il est si tard.

Catherine Dubuis

SOCIALISMES

Programme sans voix unique

A Montreux, en octobre 1976, dans le brouhaha final de l'examen des propositions de sections, le Congrès du Parti socialiste suisse (PSS) décide, un peu à la sauvette et sans grand déchaînement oratoire, de réviser le programme voté à Winterthour dix-sept ans auparavant.

Bonne idée, mais réalisation rendue difficile par les deux conditions posées: il s'agit de rédiger un texte de «rupture avec le capitalisme», et de le faire vite (on parle alors d'une année).

Pour abréger les discussions, le PSS nomme une petite commission de cinq membres, intellectuels et écrivains. Ils mettent trois bonnes années à sortir

un projet énorme mais incomplet, et illisible quoique sans doute inspiré.

Mais, en 1980/81, le lyrisme ne paye plus, l'expérimentation sociale a fait son temps, le sentiment général d'insécurité provoque des replis pas tous très stratégiques. Bref, l'appareil du PSS et le Congrès d'Interlaken veulent bien de l'autogestion, mais à effet retard, et comme d'une solution parmi d'autres.

La mission de synthèse incombe alors à une commission de trente-cinq membres, sous la haute autorité du vice-président du PSS, avec l'œil du groupe parlementaire, de l'Union syndicale et du secrétariat central. L'affaire est rondement menée: le projet vient de sortir de presse après huit mois de travaux intensifs, poursuivis à une cadence qui a révolté la minorité, plus amatrice de débats en profondeur et en largeur que de phrases bien balancées

pour séduire et motiver les militants toutes tendances.

Lesdits militants d'ailleurs ont pour la plupart sincèrement hâte qu'on en finisse avec ces «discussions sur les mots», et que le PSS en revienne à sa mission de parti politique: gagner, des voix, des sièges, des batailles. A cet égard le passé récent s'est avéré plutôt frustrant et on sent le besoin un peu magique d'un nouveau programme. Comme s'il suffisait de changer les décors pour améliorer les acteurs et le spectacle.

RÉCESSION ET CHOC PÉTROLIER

En 1976, cette illusion n'avait pas encore cours mais le «nouveau programme» répondait, pour le PSS, à d'autres aspirations: en pleine récession économique, s'interrogeant sur le sens de la croissance à retrouver après le choc pétrolier, le monde, la Suisse, la gauche étaient gagnés par l'inquiétude; les socialistes suisses ne se satisfaisaient plus du programme de 1959 qui se contentait de rabâcher les recettes keynesiennes, inopérantes en cas de stagflation.

Le nouveau projet de programme ne fuit pas les problèmes posés dans les années septante, et portés par les écologistes, les tiers-mondistes, les féministes, les pacifistes — par ceux-là même auxquels Félicien Morel trouve que le PSS donne trop de place sous son vaste toit. Mais au lieu de voir le salut de tous dans l'autogestion, le futur (?) programme du PSS module plus finement; les voies de la démocratisation sont multiples: le plan-cadre pour la nation, la décentralisation pour le pouvoir, la participation pour l'entreprise, la neutralisation pour le capital, et finalement l'autogestion pour la petite unité.

Il y a aussi tous ces processus, largement insaisissables statistiquement, de (re)prise en charge par les individus des affaires qui les concernent: consommation, logement, santé, enseignement, etc. etc. Le programme de 1959 proclamait le droit aux loi-

sirs; celui de 1982 parle du temps libre, et des possibilités qu'il offre, en dehors de l'économie marchande, de changer les rapports humains, donc la vie, profonde et pas seulement quotidienne.

Demeurent cependant quelques lacunes dans ce projet de programme 1982, qui se veut inspiré par «l'écossocialisme» très en faveur en Allemagne. Tout d'abord, la position du PSS par rapport aux mouvements sociaux apparus ces dernières années aux côtés des partis politiques demeure floue, oscillant quelque part entre la «récupération» plus ou moins discrète et le rejet pour particularisme persistant. Ensuite, certains chapitres manquent d'envol; on s'engluie dans les contingences immédiates et connues: à cet égard, le passage sur les médias réussit le tour de force de mentionner tout juste la radio locale, en oubliant tout ce qui «animera» l'univers en pleine mutation des télécommunications (tv par satellites, télétexte, etc.). La politique sociale reste elle aussi enfermée dans la revendication de prestations complémentaires financées par des prélèvements supplémentaires — sans véritable prise en considération des réseaux d'entraide et autres systèmes de self-help.

Qu'on se rassure: la suite (et si possible la fin) de la discussion sur le nouveau programme du PSS au Congrès de Lugano portera moins sur le contenu même du projet présenté, que sur la portée à lui donner.

Une minorité, d'ailleurs pas identifiable à la gauche du PSS contrairement aux vœux de la presse schématisante, voudrait que Lugano marque seulement une étape, et que le débat interne se poursuive.

Seulement voilà, si quelques-uns tiennent avec aisance des propos philosophiques, la «base» qu'ils voudraient émanciper s'accommode mal du happening idéologique, même temporaire. Le rendre permanent, ce serait la démobilisation générale.

L'autogestion est un principe fondamental pour élargir et approfondir la démocratie

Pour nous socialistes, l'idéal démocratique n'est pas atteint si l'on n'a fait que répartir le pouvoir au sein de l'Etat. La démocratie doit toucher tous les domaines et garantir à chaque individu et à chaque groupe d'individus un maximum d'indépendance, de participation et de responsabilité.

On y parviendra par l'autogestion.

L'autogestion signifie que les individus prennent en main les problèmes qui les concernent.

L'autogestion n'est pas qu'un principe d'organisation; elle est une attitude fondamentale, une forme de vie s'appliquant à tous les domaines de la vie, au travail, à la famille, aux loisirs, à la formation, à la culture, au social. Elle modifie la répartition des tâches entre l'homme et la femme.

L'autogestion n'est pas simplement la délégation de certaines tâches précises à des représentants élus. Elle implique la participation de toutes les personnes concernées aux décisions, aux actions et à la responsabilité qui en découle.

L'autogestion est pour nous à la fois un moyen et un but, une méthode et une utopie, une stratégie et une vision.

L'autogestion doit s'exercer à proximité immédiate de l'individu. Toute forme de participation peut constituer un pas dans cette direction. C'est même l'étape la plus importante sur la voie de l'autogestion.

L'autogestion implique la décentralisation du pouvoir. Elle est possible là où l'autonomie clarifie les problèmes et permet ainsi de mieux les résoudre. En revanche, elle n'est pas praticable en l'absence des décisions générales concernant l'ensemble de la société et en l'absence de coordination.

L'autogestion ne saurait constituer la seule réponse; elle n'est que l'une des solutions aux problèmes de l'avenir.